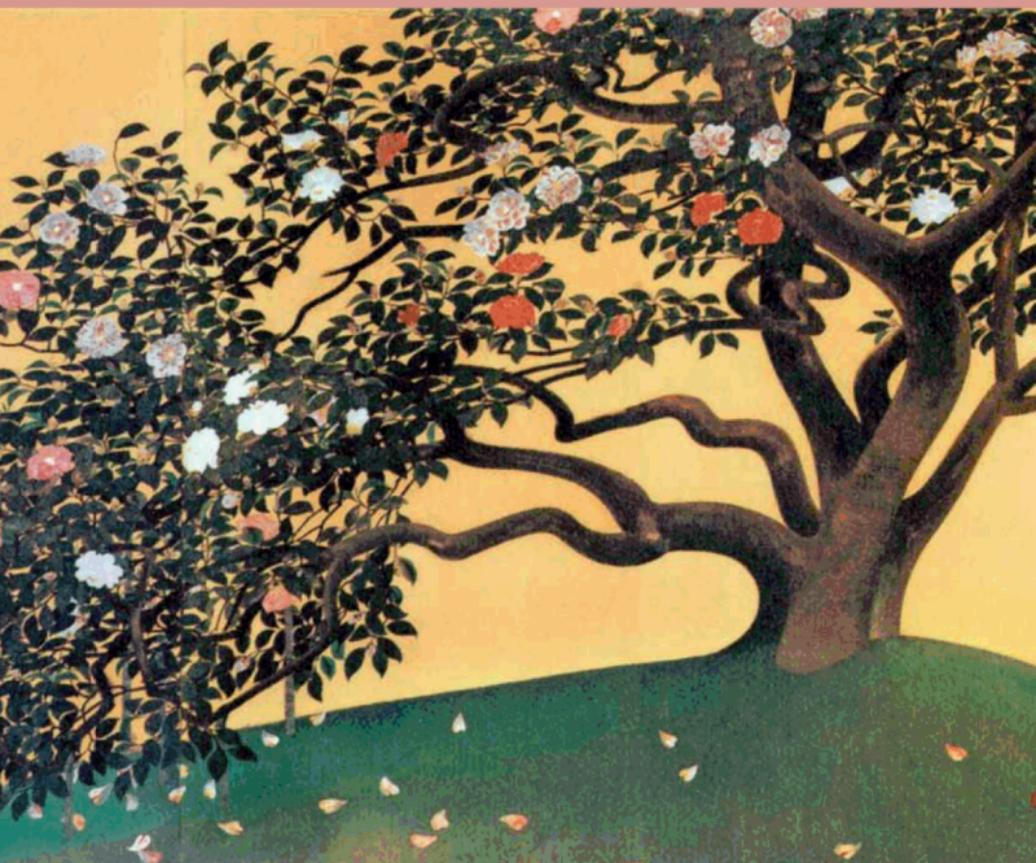




Bulletin de L'A.N.A.I.

1^{er} décembre 2012 - Numéro Spécial



Publié par L' Association Nationale des Anciens et Amis de l'Indochine et du Souvenir Indochinois

agrée par le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants,

15, rue de Richelieu, 75001 Paris

Tél : 01.42.61.41.29, Fax : 01.42.60.06.51, CCP 21897-05 V Paris



Sommaire

L'INDOCHINE ET LA FRANCE

I^e Partie : La France en Indochine

Chapitre I – Cadre géographique, éthique et culturel.

Chapitre II – Histoire avant l'intervention française.

Chapitre III – L'intervention française.

Chapitre IV – L'œuvre de la France en 50 ans

Chapitre V – L'Indochine au cœur de la tourmente.

Chapitre VI – L'expulsion des cimetières français du Vietnam.

Chapitre VII – Après l'horreur.

II^e Partie : L'Indochine en France

Chapitre I – Le Souvenir Indochinois.

Chapitre II – L'ANAI.

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENS ET AMIS DE L'INDOCHINE ET DU SOUVENIR INDOCHINOIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président national : Général Guy SIMON

Vice-Présidents, chargés de mission : Docteur Pierre NGUYÊN

: Général Georges PORMENTÉ

: Général Michel TONNAIRE

Secrétaire général : Colonel Georges MARTY

Trésorier général : Monsieur NGUYÊN KIM LUÂN

Membres d'honneur

Monsieur Jean AUBRY, Madame Mireille de LABRUSSE, Madame Thérèse LUCAS-POTIER, Général Paul RENAUD.

Administrateurs

Colonel René BLAISE, Général Louis BEAUDONNET, Claude-Pierre FRANÇOIS, Commandant Hervé de LA BROUSSE, Marie LÊ QUAN-SIMON, Capitaine de Corvette Claude SAINTE-CLAIRE DEVILLE.

Dépôt légal : N° 46423
Commission paritaire des publications de presse : N° 1214 A 07396
Directeur de la publication : Général Guy SIMON
Directeur de la rédaction : Marie LÊ QUAN
Directeur administratif : Lieutenant Henri DUPONT
Secrétaire de la rédaction : Régine PUZIN

Adresse de la revue :
15, rue de Richelieu 75001 Paris
Tél : 01.42.61.41.29 - Fax : 01.42.60.06.51
Réalisation graphique :
Italic Communication
24, rue de Fauville 27000 Evreux
Tél : 02.32.39.15.49 - Fax : 02.32.39.28.98
Impression : Optimum
49, rue du Maréchal Foch - 59100 Roubaix.
Routage : France Routage
Zone Gustave Eiffel - 2, avenue Gutenberg
77600 Bussy-Saint-Georges
Tél : 01.70.01.01.02

© Bulletin de l'ANAI - 4^e trimestre 2012
Abonnement annuel : 12 €
L'ANAI se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.
Sauf dans les cas où elle est autorisée expressément, toute reproduction, totale ou partielle, du présent numéro est interdite.



DÉDICACE

« *L'Est et l'Ouest ne se rencontrent pas* », avait affirmé Rudyard Kipling au début du XX^e siècle. La mondialisation du commerce et de l'industrie a déjà contredit ce propos.

Qu'en est-il de la culture ? Les civilisations ont fait connaissance grâce aux voyages, aux recherches, aux expositions, aux publications. Elles ont parfois uni leurs efforts dans des actions humanitaires.

La relation France-Indochine se situe à l'octave supérieure. L'apprentissage et l'enseignement des langues locales par les Français depuis 1625, l'instruction française ouverte à l'élite indochinoise depuis 1915, les dangers affrontés depuis 1940 au coude à coude avec la population, ont développé chez certains Français et bon nombre d'Indochinois un sentiment de fraternité sincère et durable.

Voilà pourquoi, au moment de disparaître, l'ANAI, héritière du Souvenir Indochinois et du Comité National d'Entraide pour les Réfugiés d'Indochine, consacre une tablette-souvenir à « la France en Indochine et l'Indochine en France ».

Général Guy Simon

I^{RE} PARTIE LA FRANCE EN INDOCHINE

CHAPITRE I – CADRE GÉOGRAPHIQUE, ÉTHIQUE ET CULTUREL

Géographie

L'expression « Indochine » a été forgée au XIX^e siècle pour désigner la péninsule qui, en mer de Chine, sépare le golfe du Tonkin du golfe du Siam. Cette péninsule est coupée du nord au sud par une chaîne de montagnes, la Cordillère annamitique, qui culmine à 3142 m au Tonkin et qui constitue une barrière aux vents, aux pluies et aux civilisations. Mais l'élément primordial

de la géographie est constitué par deux immenses deltas, conquis sur la mer par deux grands fleuves, le Fleuve Rouge (1200 km) et le Mékong (4500 km), et aménagés par les hommes pendant des millénaires.

Le long de la côte, entre ces deux immenses deltas, des petits fleuves descendant de la montagne ont formé une série de petits deltas.

À l'ouest, le Laos, qui n'a aucune frontière maritime, est un pays de hautes vallées et de pla-

teaux. Au sud-ouest, le Cambodge est une plaine entourée de reliefs montagneux.

Cette Indochine a une superficie égale à 1,5 fois celle de la France.

Si par avion elle n'est qu'à 10 500 km de celle-ci, par mer et en empruntant le canal de Suez elle est distante de 16 000 km. Avant le percement de ce canal (1869), les navires devaient contourner l'Afrique par le Cap de Bonne-Espérance et le voyage durait plusieurs mois.

Hersage de la pépinière à riz.



Le contraste est grand entre la densité humaine des deltas et l'aspect quasi-désertique des moyennes et hautes régions. Au-dessus de 30 mètres d'altitude ce n'est que brousse et forêts.

Le climat dépend de la mousson, c'est-à-dire de l'orientation des vents, qui passent ou non sur la mer avant de souffler sur les terres et de se heurter à la chaîne de montagnes. Il y a « renversement » de la mousson tous les six mois, définissant ainsi des saisons sèches et des saisons humides. C'est la mousson qui réglait autrefois les relations commerciales et les guerres. En 1858 par exemple, la flotte française, mouillée en baie de Tourane, intervint au sud en Cochinchine et non au nord au Tonkin, parce que les vents nord-est/sud-ouest étaient dominants en cette saison.

À cheval sur les zones équatoriale et tropicale ces régions connaissent des températures et une humidité élevées, nuancées toutefois par l'altitude.

Peuplement

Les populations d'Indochine ont des origines diverses, qui correspondent à des invasions successives de la péninsule. Les habitants les plus anciens (Moïs, Khas) se sont réfugiés dans les montagnes, d'où leur surnom de Montagnards. Jusqu'au X^e siècle et dans le sud, les invasions vinrent de l'ouest (Chams, Khmers). Puis elles surgirent du nord (Viétnameis à l'est de la Cordillère annamitique, Thaïs, Méos à l'ouest), les nouveaux arrivés refoulant les précédents vers le Sud-Annam, la Cochinchine et le Cambodge.

Le Tonkin (capitale Hanoï), prolongement géographique et ethnique de la Chine, est la partie nord du Viêtname, limitée au sud



Battage du riz.

par le col de la Porte d'Annam. On a appelé Cochinchine (capitale Hué) jusqu'en 1802 les territoires situés au sud du Tonkin jusqu'à la pointe de Camau.

L'ensemble du Tonkin et de la Cochinchine s'est appelé Dai Viêt (capitale Hanoï) jusqu'en 1802, Viêt Nam (capitale Hué) ensuite. À partir de 1870 l'appellation de Cochinchine a été réservée à la colonie française constituée par les provinces du sud-ouest de l'ancienne Cochinchine. Les provinces du nord de celles-ci ont pris le nom d'Annam.

Civilisations

Comme les vents et les pluies, les civilisations se sont heurtées à la barrière montagneuse de la Cordillère annamitique. Le versant est s'aligne sur la civilisation chinoise, le versant ouest sur la civilisation indienne.

Dans le domaine des arts, la merveilleuse architecture khmère, brahmanique ou bouddhique, s'est exprimée dans les temples d'Angkor, construits du IX^e au XIII^e siècle. L'architecture laotienne est de pure tradition bouddhique. L'architecture vietnamienne reflète la culture chinoise.

Au Viêtname, le système politique et social est inspiré du modèle chinois, à forme patriarcale, décentralisée et démocratique.

La famille est la cellule de base, cimentée par le culte des ancêtres, qui s'allie sans difficulté aux autres formes de vie religieuse. L'âme, en effet, se fixe sur la tablette funéraire placée dans chaque maison sur un autel. La faute la plus grave est de ne pas avoir d'enfants, ce qui interrompt les honneurs dus aux ancêtres et rend leurs âmes errantes.

La commune, dirigée par les notables, dispose d'une autonomie illustrée par le dicton : « La loi du roi cède aux coutumes du village ». L'Empereur tient son mandat du ciel et règle, avec le concours des mandarins, les rapports entre l'État et les communes.

La monarchie est absolue, mais il n'y a pas d'aristocratie héréditaire ; les mandarins sont recrutés sur examens littéraires.

La langue savante est le chinois, qui unifie tout l'Extrême-Orient comme le latin en Europe au Moyen Âge. La langue parlée n'est pas enseignée officiellement.

La primauté exclusive donnée à la culture littéraire sur l'économie et les sciences, ainsi qu'un certain immobilisme intellectuel, vont placer ce pays, de civilisation raffinée, en état d'infériorité sur le plan militaire face aux conquérants occidentaux.



SAIGON. - Tombeau de l'Evêque d'Adran

Mausolée de Mgr Pigneau de Béhaine construit en 1800 par l'Empereur Gia Long, détruit le 1^{er} mars 1983 par le Comité Populaire d'Hô Chi Minh Ville.

CHAPITRE II – HISTOIRE AVANT L'INTERVENTION FRANÇAISE

La péninsule indochinoise a accueilli des envahisseurs successifs: Chams et Khmers venant de l'Inde dans les premiers siècles, Vietnamiens et Thaïs venant de Chine à partir du X^e siècle. La population d'origine s'est réfugiée dans les montagnes. Les envahisseurs se sont battus entre eux.

Le Champa

Du II^e au XV^e siècle le royaume du Champa a connu une grande prospérité. Marco Polo l'a visité au XIII^e siècle. Il s'étendait du Tonlé Sap à la Porte d'Annam. Mais les assauts répétés des Vietnamiens au nord et des Cambodgiens au sud-ouest aboutirent à sa destruction, dans son dernier refuge entre Tourane et Phan Rang, en 1471.

Le Cambodge

Venus au I^{er} siècle du royaume de Fou Nan à l'ouest du Tonlé Sap, les Khmers n'eurent de cesse de

s'agrandir au détriment du Champa jusqu'au Donai.

Appelé Cambodge à la suite d'un changement de dynastie, le royaume connut une période de magnificence illustrée par de nombreux temples. Mais la décadence commença au XIII^e siècle avec les attaques des Siamois qui imposèrent le bouddhisme et annexèrent de nombreuses provinces. Elle s'aggrava au XVII^e siècle avec l'offensive des



Vietnamiens, devenus maîtres du Champa, qui prirent possession du delta du Mékong.

Le Laos

Au XII^e siècle, venant du Tibet, les Thaïs s'établirent sur les deux rives du Mékong, futurs Siamois à l'ouest, futurs Laotiens à l'est. Séparés en trois royaumes, temporairement unifiés en 1353, les Laotiens furent en butte aux attaques des Birmans et des Siamois. De 1779 à 1827 la principauté de Vientiane a été ravagée par ceux-ci. De 1885 à 1889 ce fut celle de Luang Prabang.

Le Vietnam

Malgré quelques essais d'indépendance, le Tonkin fut, pendant le premier millénaire, longtemps occupé par la Chine. Ses populations vietnamiennes, avec leur remarquable faculté d'adaptation, se mirent à l'école du vainqueur; son imitation fut leur idéal. Puis,



trop à l'étroit dans le delta du Fleuve Rouge, elles se répandirent vers le sud, le long des côtes, en détruisant les états qui s'opposaient à leur expansion. Les territoires pris aux Chams puis plus tard aux Khmers furent organisés par des colonies de soldats-payans.

Les premiers contacts, commerciaux et missionnaires, s'établirent dès le XVI^e siècle avec les Hollandais, les Portugais, puis les Français. Contre des armes, de la poudre, du plomb, du cuivre, des draps, des navigateurs rapportaient en Europe de la soie, des bois rares, des épices, du riz. Des missionnaires étaient invités à la cour des rois pour leur savoir, mais s'attiraient des persécutions de la

part des mandarins jaloux, surtout au Tonkin. S'inspirant des travaux de plusieurs confrères, en 1625 le jésuite français Alexandre de Rhodes réussit à transcrire en



Palais impérial à Hué

lettres latines la langue vietnamienne jusqu'alors exprimée en caractères chinois.

L'unité du Vietnam, périodiquement remise en cause par la rivalité des deux familles régnantes (sous l'autorité nominale des Lê): les Trinh à Hanoï, les Nguyễn à Hué, fut subitement rétablie en 1774 par les frères rebelles Tây Sơn. Vainqueurs des Nguyễn avec l'appui des Trinh puis vainqueurs des Trinh et reconnus par la Chine, ceux-ci ne purent cependant résister à la contre-offensive de Nguyễn Anh en 1788-1802.

L'évêque missionnaire Monseigneur Pigneau de Béhaine, ami de Nguyễn Anh, s'était rendu en France accompagné du jeune prince Nguyễn Canh, pour demander l'appui du roi Louis XVI. Un traité d'alliance franco-cochinchinoise fut signé à Versailles le 28 novembre 1787. Les événements politiques en France empêchèrent son application, mais à Pondichéry l'évêque loua deux navires, acheta des armes et recruta des volontaires.

L'opération remporta un succès complet en 1802. Nguyễn Anh fut proclamé empereur du Vietnam unifié sous le nom de Gia Long. Conservant des conseillers français, il emprunta à la Chine son modèle administratif et fixa sa capitale à Hué.

CHAPITRE III – L'INTERVENTION FRANÇAISE

Les causes

Les successeurs de l'Empereur Gia Long oublièrent les services rendus par la France. Ils chassèrent les conseillers français, persécutèrent les missionnaires et les Vietnamiens chrétiens (100 000 morts sous l'Empereur Tu Duc) et entravèrent notre expansion commerciale.

Leur attitude provoqua l'intervention française qui commença sous le Second Empire au nom des droits de l'homme, se prolongea sous la Troisième République et s'acheva avec la Quatrième République.

Conquête et pacification

– 1859-1861 : prise de Saïgon, par un corps franco-espagnol, pour obtenir l'arrêt des persécutions religieuses.

– 1862 : traité de Saïgon, qui institue le libre exercice de la religion catholique, donne à la France des facilités commerciales et lui cède les provinces de Gia Dinh, Biên Hoa et My Tho, qui deviennent une colonie française (1).

Initialement il n'était pas dans l'intention de Napoléon III d'annexer ces territoires; le retrait du corps expéditionnaire avait même été étudié. Mais la duplicité de l'Empereur Tu Duc le contraignit à modifier sa politique. Les cadres lettrés vietnamiens se dérobant, les Français prirent en main l'administration du pays.

– 1863 : à la demande de son roi, le Cambodge, menacé par le Siam, devient protectorat (2) français.



Au Tonkin, mémorial des soldats tués par les Pavillons Noirs chinois

– 1867 : pour assurer la sécurité de Saïgon, annexion des provinces de Vinh Long, Châu Dôc et Ha Tiên.

– 1873 : prise de Hanoï pour faciliter le commerce sur le Fleuve Rouge.

– 1874 : traité de Hué : le Tonkin est évacué mais la liberté religieuse et des facilités commerciales sont reconnues.

– 1882 : ce traité n'étant pas exécuté par l'Annam, la France envoie un corps expéditionnaire en Indochine.

– 1883-1884 : second et troisième traités de Hué : désemparée par la mort de l'Empereur Tu Duc, la Cour annamite reconnaît le protectorat de la France.

– 1884 : au Tonkin la lutte contre les Pavillons Noirs (pirates chinois) dégénère en guerre franco-chinoise.

– 1885 : traité de Tiên Tsin : la Chine renonce à son protectorat sur l'Annam et le transfère à la France.

– 1885-1895 : au Tonkin la lutte contre les pirates et les rebelles pour la sécurité interne et externe du territoire au nom de l'empe-

reur d'Annam est doublée par le bornage de la nouvelle frontière sino-tonkinoise.

– 1893 : démonstration navale française face à Bangkok pour exiger le respect des frontières du Laos.

Administration

Dans sa tâche colonisatrice, la France désirait respecter l'organisation existante en lui superposant seulement une nouvelle structure française; c'est le principe de l'administration indirecte.

Cette formule n'était viable que si les mandarins et les lettrés apportaient franchement leur concours. Mais leur comportement fut tout autre; rompus au jeu subtil de la résistance passive qu'ils avaient pratiqué avec bonheur contre la Chine pendant des siècles, ils espéraient par le même procédé stériliser l'action de nos représentants. Leur plan ne se réalisa pas. Les résultats obtenus en Cochinchine, considérée comme un banc d'essai, incitèrent la France à se passer de leur collaboration et à prendre en main directement l'administration.

En 1887 fut fondée l'Union Indochinoise groupant la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin et le Cambodge. Le Laos y fut rattaché en 1893 après l'unification de ses trois royaumes, sa constitution en protectorat français et la reconnaissance de ses frontières par l'Angleterre et par le Siam.

Les résultats furent brillants; l'Indochine franchit en quelques années le stade de l'économie rudimentaire pour entrer dans la voie des réalisations modernes. Mais la rupture autoritaire effectuée en violation des traités de protectorat détermina dans l'élite

indochinoise une profonde blessure d'amour-propre.

Par contre, les masses indigènes, impressionnées par nos succès militaires et notre puissance matérielle, acceptèrent de bon gré de lier leur sort au nôtre.

L'opposition

Les cinquante années que Français et Indochinois ont parcourues ensemble, de la fin de la pacification à la veille du deuxième conflit mondial, n'ont pas été exemptes de heurts. À cela diverses causes :

– l'esprit de rébellion qui s'était toujours manifesté dans le passé, même contre l'empereur d'Annam,

– la déception que la France ne s'en soit pas tenue aux clauses du protectorat,

– les victoires du Japon sur la Russie en 1905 qui montrèrent qu'en prenant modèle sur l'Occident et en lui empruntant ses armes, l'Asie pouvait le vaincre,

– le réveil de la Chine et les encouragements de l'Union Soviétique après 1917,

– la grave erreur du gouvernement français de ne proposer aucun poste important aux Indochinois titulaires de diplôme majeur,

– certaines réactions égoïstes de l'administration coloniale, comme l'inégalité d'accès à la fonction publique à égalité de titres.

Avant la première guerre mondiale, l'opposition au régime français était le fait des mandarins attachés à leurs privilèges mérités par leurs diplômes.

Après 1918, les jeunes intellectuels formés aux idées françaises, puis une élite bourgeoise et pro-

gressivement les masses populaires tentèrent d'obtenir une place plus large. N'y réunissant pas, certains préparèrent le bouleversement social. Des partis politiques provoquèrent des attentats et des tentatives locales de soulèvement militaire, qui furent fermement réprimés.

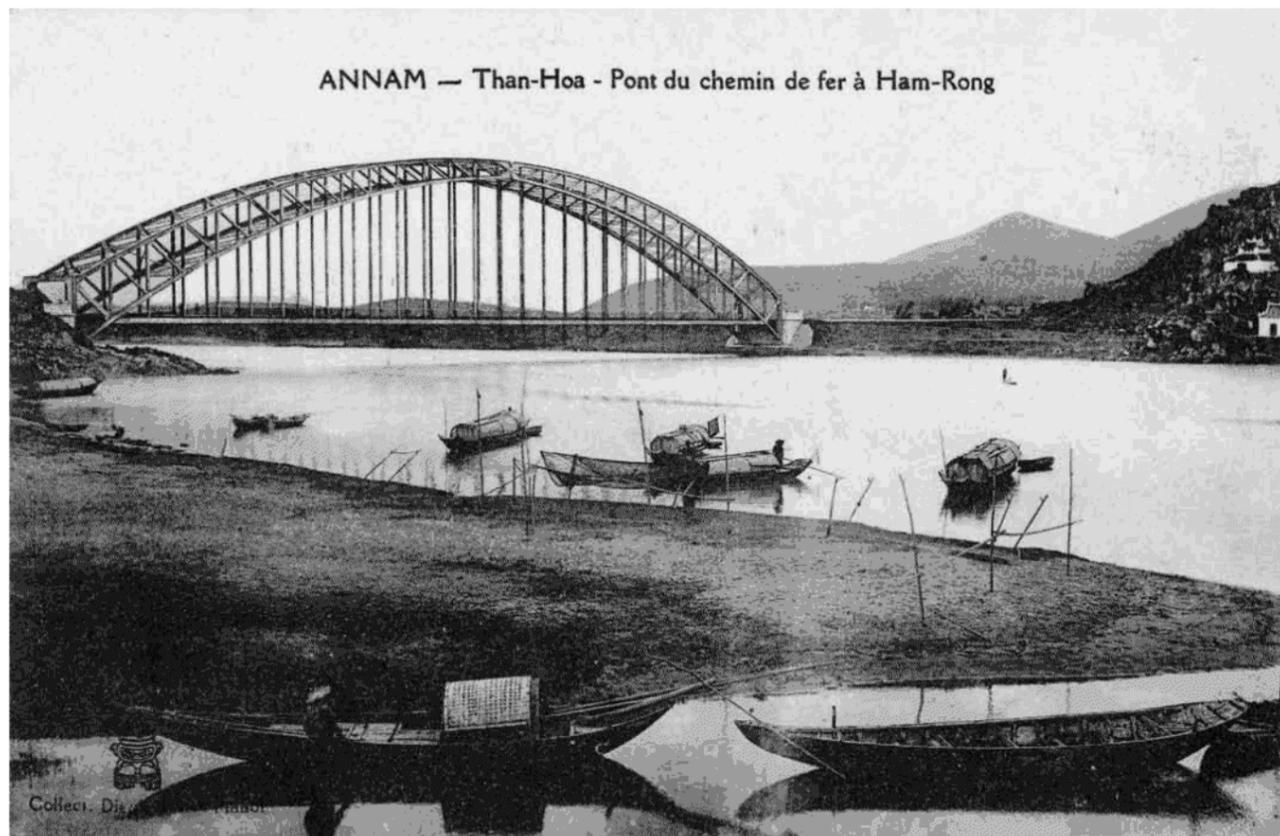
D'autres, mécontents mais résignés, s'estimèrent toutefois obligés de prendre leurs responsabilités le 10 mars 1945 lorsque les Japonais supprimèrent l'administration française. Les partis nationalistes, les sectes religieuses et le parti communiste firent alors leur recrutement.

(1) Territoire dépendant directement de la Métropole.

(2) État étranger placé sous l'autorité de la France pour tout ce qui concerne ses relations extérieures et sa défense.



LES BIENHEUREUX MARTYRS DOMINICAINS DU TONKIN



CHAPITRE IV – L'ŒUVRE DE LA FRANCE EN 50 ANS

La France trouva en Indochine un vaste champ d'action; tout était à créer ou à moderniser.

Les communications faisaient défaut, les épidémies, la famine, la misère sévissaient en permanence et provoquaient des hécatombes, les inondations ravageaient les cultures, la piraterie désolait les campagnes. Des rivalités sanglantes opposaient les Annamites et les Siamois qui se disputaient le Cambodge et le Laos. Les régimes politiques, plus ou moins sclérosés, étaient menacés d'effondrement.

Dans ces pays de ressources budgétaires faibles, ne dépassant pas alors celles de la ville de Paris, la France alla au plus pressé avec le minimum d'erreurs.

Agriculture et Hydraulique

Le souci constant de la France a été d'intensifier la culture du riz par la mise en valeur des deltas

nourriciers, commencée aux temps préhistoriques. La production quintupla, dépassant 7 millions de tonnes. L'Indochine devint le 3^e exportateur du monde. Il fallut ouvrir 2 500 000 hectares à la culture, creuser 3 150 km de canaux de drainage et d'irrigation, surélever les digues du Fleuve Rouge, créer des barrages tel celui du Day, le plus grand au monde de ce genre, sélectionner des semences.

Ces résultats sont en partie l'œuvre du service des Travaux Publics qui, pour les seuls drainage et irrigation de la Cochinchine, a extrait par moyens mécaniques un cubage supérieur à celui exigé pour le percement du canal de Suez.

Une autre belle réussite fut la culture de l'hévéa (arbre à caoutchouc importé de Malaisie en 1897 par un pharmacien de la Marine), gagnée sur la forêt en Annam et en Cochinchine sur

132 000 hectares et réalisée avec le seul concours de l'épargne française (production 76 000 tonnes par an).

Le caféier (arabica et robusta) fut également introduit en 1888 par des colons. Le théier fut développé par l'acclimatation de plants de Ceylan vers 1930.

Si 95 % des nouvelles surfaces offertes à la culture du riz devinrent propriété des Vietnamiens (avec des abus dans la répartition), celles ouvertes à la culture de l'hévéa restèrent propriété des sociétés françaises qui avaient investi leurs capitaux.

Communications

Là où n'y avait que des pistes furent réalisés 12 000 km de routes goudronnées, 17 000 km d'empierreées et 13 000 km de non-empierreées praticables à un véhicule. C'était le meilleur réseau routier d'Extrême-Orient.

Un réseau de fleuves et de canaux navigables de 7 000 km vint en plaine compléter le réseau routier.

Les ports de Saïgon et d'Hai-phong furent agrandis et ouverts au trafic moderne. Des ports fluviaux furent construits à My Tho, Vinh Long, Cân Tho, Châu Dôc.

Dans le domaine ferroviaire, deux magnifiques réalisations sont à mettre à l'actif de la France: le transindochois qui sur 1 680 km reliait Hanoï à Saïgon et le chemin de fer du Yunnan (849 km) qui pénétrait en Chine par la vallée du Fleuve Rouge. D'autres lignes plus courtes furent également ouvertes: Saïgon-My Tho, Saïgon-Lôc Ninh, Tour Cham-Dalat, Hanoï-Hai-phong, Hanoï-Lang Son, Phnom Penh-Poipet. Au total 4 000 km de voies ferrées ont été construits, nécessitant plus de 500 ouvrages d'art (tunnels et ponts).

Exploit technique pour l'époque: le Pont Doumer à Hanoï, à la fois pont routier et pont ferroviaire, jeté sur le Fleuve Rouge, long de 1 780 m et dont les piles hautes de 13 m s'enfonçaient de 30 m au-dessous du niveau des basses eaux.

Le premier bureau de poste fut ouvert à Saïgon en 1863. En 1939 l'Indochine disposait de 370 bureaux de poste, de 16 000 km de lignes télégraphiques, de 93 émetteurs en ondes courtes vers la France, d'un câble sous-marin vers la Chine et d'une liaison aéro postale avec la France.

Industrie minière

Très développée, elle employait plus de 50 000 mineurs dans les mines de charbon, de zinc, d'étain, de wolfram, de plomb, d'antimoine, de chrome, de manganèse, de bauxite, de phosphate, d'or et d'argent.

Autres industries

À côté des industries locales en expansion, telles que décortiqueuses de riz, distilleries d'alcool de riz, furent créées ou développées les cotonnières de Nam Dinh, les cimenteries et les verreries d'Hai-phong, les salines de Cana, les manufactures de tabac de Saïgon-Cholon.

Capitaux, commerce

Malgré des impôts locaux assez élevés, l'Indochine était trop

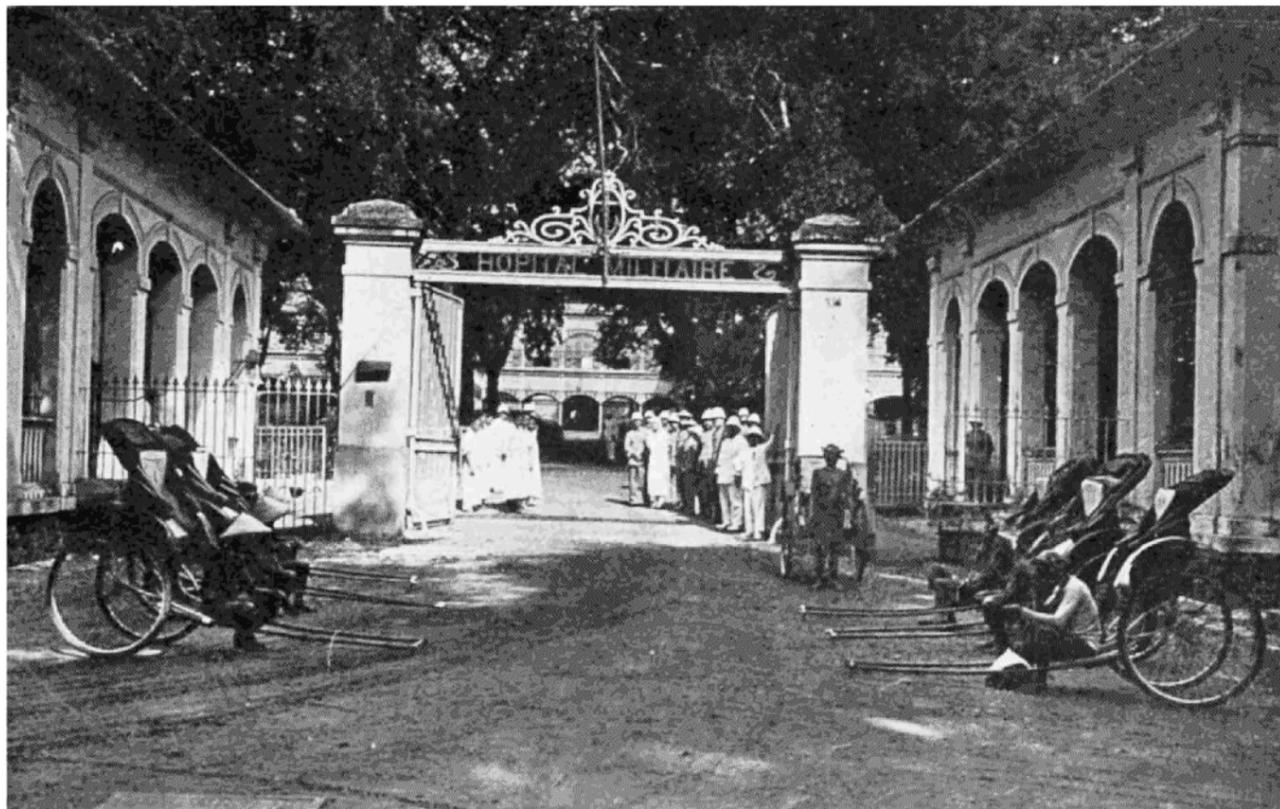
pauvre pour financer son développement. Les capitaux vinrent de l'extérieur. Dans un premier temps ils furent fournis par l'État français. Ensuite des banques privées prirent le relais, permettant notamment la réalisation des plantations d'hévéas. Mais peu de bénéfiques furent réinvestis sur le territoire.

Réalisations sociales

Dans le domaine de la santé, tout est à découvrir. On ne sait rien des maladies microbiennes et parasitaires tropicales:



A la frontière chinoise - Un pont de chemin de fer accédant au Yunnan.



Hôpital militaire de Saïgon

fièvres, dysenterie, malaria, variole, amibiase, peste, choléra. Le taux de mortalité est très élevé.

Ce sont tout d'abord les médecins militaires de la Marine et les missionnaires qui interviennent. Puis l'assistance médicale indochinoise gratuite est créée en 1904 et confiée aux médecins civils. En 1920 est fondé l'Institut Pasteur, qui fournit les vaccins dans toute l'Asie du sud-est. Des associations hospitalières, officielles ou bénévoles, ouvrent maternités, crèches, asiles de vieillards, dispensaires, léproseries et infirmeries. 700 hôpitaux sont construits.

À ces progrès de la médecine et de l'hygiène répond une augmentation de la population qui triple en un demi-siècle.

Cette expansion démographique n'est d'ailleurs pas sans danger. Si la superficie des rizières a augmenté en Cochinchine, il n'en est pas de même au Tonkin

où le delta du Fleuve Rouge est déjà intensivement cultivé depuis des siècles. Le paysan ne connaît certes plus la famine, mais son niveau de vie reste toujours précaire, car l'accroissement de la natalité n'a pas toujours permis d'améliorer ses conditions de vie.

L'essor économique donne naissance au salariat dans les plantations d'hévéas, les industries



Lycée Marie Curie à Saïgon

minières et textiles qui nécessitent une main-d'œuvre abondante. Bien que son niveau de vie soit plus élevé que celui du paysan, ce salarié, souvent coupé de son village et de sa famille, devient un déraciné. Matériellement plus heureux, il se sent moralement et socialement diminué.

Cette situation de la masse populaire n'est pas particulière à l'Indochine, elle concerne l'Asie toute entière. Le niveau de vie est nettement plus bas en Chine et au Siam et guère plus élevé au Japon.

Essor intellectuel et culturel

En Indochine, plusieurs cultures différentes se sont rencontrées, chacune présentant ses richesses et ses limites. Le lien culturel qui s'est tissé entre les pays a résisté à toutes les épreuves.

La culture est l'une des plus belles traditions du Viêt Nam, où

des concours littéraires ouvraient autrefois l'accès à toutes les carrières administratives.

Initialement, la France maintint l'écriture chinoise et la culture traditionnelle. C'est à la suite d'une initiative vietnamienne en 1915 que le Gouverneur Général Albert Sarraut supprima les concours littéraires triennaux et introduisit les programmes français. L'étude du « Quôc Ngu », ce système de transcription phonétique de la langue vietnamienne en caractères latins, inventé en 1625 par le Père Alexandre de Rhodes, fut développée.

Ainsi furent ouverts:

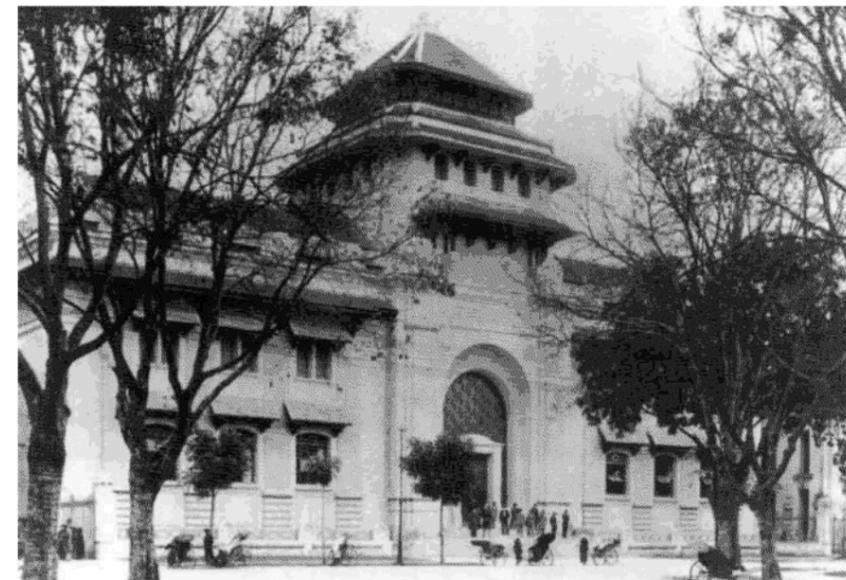
- des écoles, collèges, lycées et établissements d'enseignement professionnel,

- l'Université de Hanoï avec ses facultés de droit et d'administration, de médecine et de pharmacie, son école supérieure des sciences, ses écoles d'agriculture et de sylviculture, de génie civil et des travaux publics, des beaux-arts,

- l'École Française d'Extrême-Orient qui, par les travaux de ses savants, a donné aux Indochinois une claire conscience de leur histoire,

- l'Institut Océanographique.

Cependant, l'œuvre scolaire toucha peu la masse. Les sujets les plus brillants furent invités à poursuivre leurs études en France. Les jeunes intellectuels, nourris de nos principes d'égalité, ayant acquis dans nos écoles des titres universitaires, estimaient devoir obtenir les emplois auxquels ils pouvaient prétendre, mais notre administration ne leur laissa qu'une place restreinte. Certains, déçus dans leurs ambitions, se sentant étrangers dans leur propre pays, qui leur offrait moins de débouchés que la France métropolitaine, devinrent les premiers ferments de l'agitation nationaliste.



Faculté de médecine à Hanoï.

Les artisans de cette œuvre

L'histoire n'a retenu que les noms de certains responsables: Monseigneur Pigneau de Béhaine, les Amiraux Rigault de Genouilly et Courbet, le Premier Ministre Jules Ferry, les Gouverneurs Généraux Paul Bert, Jean-Marie de Lanessan, Paul Doumer et Albert Sarraut, les Médecins Calmette et Yersin. Elle a presque totalement ignoré les artisans de base:

- les missionnaires, les administrateurs civils, les médecins militaires et les officiers des affaires indigènes qui, isolés, vivant dans des conditions matérielles éprouvantes, parlant la langue du pays, manifestant une parfaite connaissance des réalités indochinoises, surent rallier les populations,

- les militaires engagés dans de dures opérations de pacification, notamment les Colonels Servièrre, Pennequin, Gallieni et le Commandant Lyautey,

- l'explorateur Pavie qui, par la seule conquête des cœurs, sut rallier le Laos au protectorat français,

- les officiers de marine Ernest Doudart de Lagrée et Francis Garnier qui pendant deux ans

remontèrent le Mékong et démontrèrent que la vraie voie vers la Chine était le Fleuve Rouge,

- les ingénieurs et techniciens des travaux publics, de l'hydrographie, des chemins de fer,

- et tous ceux qui, obscurément, s'attachèrent à soulager les misères.

Conclusion

Les adversaires de la présence française n'ont pas manqué de nier l'efficacité de son action ou d'affirmer qu'elle n'a été guidée que par ses propres intérêts. Il y eut certes des erreurs et des abus; à l'autre extrémité du monde, tâtonnements et fautes de conception sont inévitables. Que des hommes d'affaires aient été guidés par l'appât du gain n'est pas douteux, mais peut-on imaginer que le désintéressement puisse inspirer l'ouverture d'usines, de mines ou de plantations?

Dans l'ensemble le bilan est positif, car la somme des réalisations l'emporte de beaucoup sur les griefs légitimes. Les Français peuvent être fiers de leur œuvre en Indochine.



Sabotage et destruction (photo SIRPA/ECPA France)

CHAPITRE V – L'INDOCHINE AU CŒUR DE LA TOURMENTE



Soldats Viêt-Minh (photo SIRPA/ECPA France)

Pendant trente-cinq ans (1940-1975) l'Indochine a été emportée dans le tourbillon de l'histoire internationale. Dès le début de la deuxième guerre mondiale elle fut envahie par l'armée japonaise qui occupait déjà la Chine et qui avait proclamé en 1938 sa volonté d'éradiquer toute présence d'homme blanc en Extrême-Orient. Massacres et déportations à partir du 9 mars 1945 habituèrent les Indochinois à l'absence de l'autorité française, que les Nippons remplacèrent habilement à leur départ (15 août-2 septembre 1945) par l'intronisation du gouvernement Hô Chi Minh.

Puis l'affrontement des blocs communiste et anticommuniste

(« guerre froide » en Europe) placèrent la Corée et l'Indochine au premier rang du monde libre. L'une comme l'autre sortirent de cette guerre, en 1953 et 1954, coupées en deux. Le Sud-Viêt Nam dut un sursis à l'Amérique, trop heureuse d'avoir évincé la France.

En 1975 le rideau de fer tomba sur toute la péninsule. Deux millions d'Indochinois s'enfuirent; 500 000 périrent en mer ou en forêt vierge. 100 000 Vietnamiens, 2 500 000 Cambodgiens furent exécutés. 1 500 000 Vietnamiens et 200 000 Laotiens furent déportés.

La France a accueilli 200 000 réfugiés.

CHAPITRE VI – L'EXPULSION DES CIMETIÈRES FRANÇAIS DU VIÊTNAM

Cimetières de Hanoï

En 1960 le Comité Populaire de Hanoï décide de supprimer les trois cimetières français de la ville. Les restes mortels de 3 500 civils sont placés dans des reliquaires individuels, qui sont déposés sans autre sépulture en rase campagne à Ba Huyên, au nord-est de Bac Ninh.

Depuis 1955, et avant d'être expulsée en 1960, la mission militaire française instituée par les accords de Genève avait déjà transféré à Ba Huyên, dans les mêmes conditions, 14 500 militaires enterrés au nord du 17^e parallèle.

Cimetière de Saïgon

En 1983 le Comité Populaire de Hô Chi Minh Ville décide de supprimer les deux cimetières français de Saïgon : l'ancien cimetière municipal de la rue Mac Dinh Chi (ancienne rue de Bangkok, puis de Massiges) d'une part, le mausolée de Monseigneur Pigneau de Béhaine (« Lang Cha Ca », tombeau du grand-père) et les tombes des évêques qui l'entourent d'autre part.

Le Consul Général de France (1) prend le contrôle des opérations. Il surveille l'incinération des restes mortels. Il accompagne à Singapour les urnes de cinq « Français historiques » : les évêques Pigneau de Béhaine, Miche et Charbonnier, les officiers de marine Doudart de Lagrée et Francis Garnier, afin de les confier au navire « Jeanne

(1) M. Jean-François Parot

(2) Ce qui oblige la mission française d'exhumation à être accompagnée par un fonctionnaire local muni d'une balance.

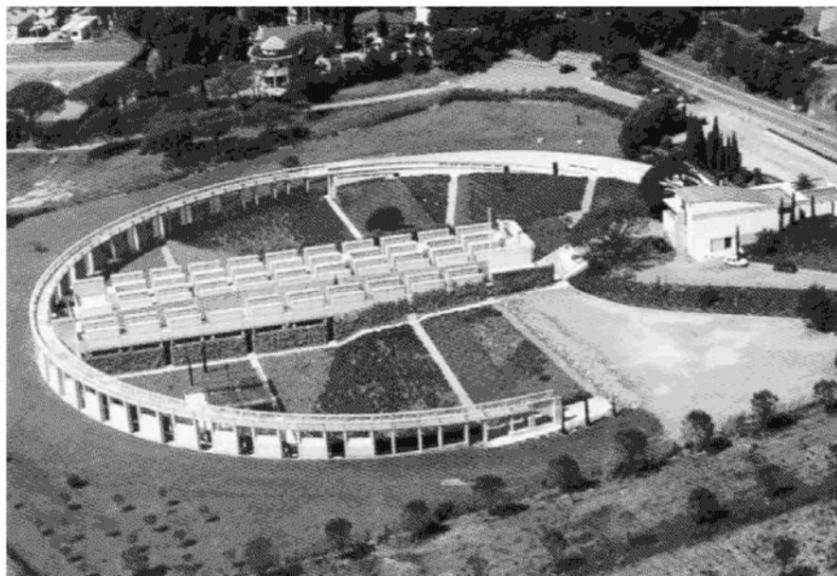
d'Arc ». Il fait déposer les autres urnes (2 650) dans une pagode des environs de Lai Thiêu. Il organise l'information, ce qui permet à certaines familles de rapatrier leur parent.

Nécropoles militaires

En 1983 le Gouvernement de Hanoï décrète l'expulsion des nécropoles militaires de l'Union Française au Viêt Nam :



Monument aux morts de Saïgon, construit en 1920, détruit le 20 juillet 1964 (« jour de la honte ») sur ordre du Général Nguyễn Khanh, chef de l'Etat.



La nécropole de Fréjus

- le cimetière ancien du Cap Saint-Jacques,
- le cimetière édifié en 1955 à Tân Sơn Nhut par l'armée française afin de rassembler les morts pour la France enterrés au sud du 17^e parallèle,
- la nécropole de Ba Huyên,

Le Gouvernement français décide de rapatrier les morts et entame les négociations financières. En 1986 il accepte les conditions fixées par Hanoï, notamment le versement de 2 dollars par kg de mort (2), la location d'avions Antonov de l'armée populaire pour le trajet Hanoï-Saïgon, l'achèvement de l'opération à la fin de 1987.

Le calendrier est tenu. Les morts du Cap Saint-Jacques (220) et de Tân Sơn Nhut (7 420) arrivent à Paris en 1986, ceux de Ba Huyên (25 000) en 1987. Rentrant à vide de Saïgon à Hanoï, le dernier Antonov s'écrase dans la montagne.

Un dépositaire temporaire est organisé à Puget sur Argens. 99 morts le quittent pour rejoindre le cimetière de leur famille. Conçue et construite à l'intention des militaires morts pour la France en Indochine, la nécropole de Fréjus est inaugurée par le Président de la République le

16 février 1993. Depuis le 19 décembre 1996 un mur du souvenir porte le nom des morts absents de Fréjus: ceux qui ont été rendus à leur famille (12 000) et ceux qui n'ont pas été retrouvés (30 000).

Exceptions:

- Les 3 400 militaires non déclarés morts pour la France, parce que cette mention n'existait pas à leur décès, sont accueillis dans le cimetière de La Légue.
- Les 3 600 civils rentrés d'Indochine avec les militaires (certains étant morts pour la France) reposent dans un quartier spécial de la nécropole de Fréjus.

En 2004 des travaux publics sur le site de Diên Biên Phu mettent au jour un cimetière de l'ancien camp retranché. 13 corps identifiés sont dirigés sur Fréjus.

Cimetière de Phnom Penh

En 1988 l'armée populaire vietnamienne qui occupe Phnom Penh, après en avoir chassé les Khmers Rouges en 1979, rase le cimetière français et construit une école au-dessus des tombes.

En 2005, l'école ayant été détruite, l'Ambassade de France fait exhumer et diriger sur Fréjus

les restes devenus anonymes de 71 militaires naguère identifiés.

Cimetière de Dong Mo

Situé près de Lang Son, il est le seul cimetière militaire français au Vietnam depuis les expulsions de 1986-1987. Le Souvenir Français y entretient 83 tombes de morts pour la France.

Cimetière de Hué

Initialement situé dans le quartier catholique de Phu Cam, il a accueilli les cercueils de « Français historiques »: le Mandarin Godefroy de Forsanz, compagnon de l'Empereur Gia-Long, mort en 1811, le Résident Supérieur Maurice Graffeuil, mort en 1941.

Bien que l'Ambassade de France ait restauré le mur d'enceinte en 1996 et 1999, et fermé la grille à clef, le mauvais état des tombes a entraîné le transfert du cimetière en banlieue, à Thuy Phuong, en 2006.

L'Ambassade a fait construire 500 tombes semblables, y compris pour les inconnus. L'Association des Amis du Vieux Hué a surveillé la réalisation en 2012 d'une nouvelle édition des plaques funéraires.

Tombes des opérations militaires du XIX^e siècle

- À Thiên Cha, près de Tourane, sépultures de militaires français et espagnols de l'expédition de 1858-1860.

- À Thuân An, près de Hué, sépultures de militaires français de la campagne de 1883-1889.



Pont de Can Tho sur le Bassac

CHAPITRE VII - APRÈS L'HORREUR

Après vingt ans de terreur un certain apaisement s'est fait jour dans le cadre inamovible du marxisme.

Occupé militairement par deux divisions tonkinoises, noyauté par deux millions de Vietnamiens fraîchement naturalisés laotiens, le Laos reste figé dans son régime communiste d'origine. Il subit une forme de colonisation économique de la part de la Chine et du Vietnam, qui ont planté 250 000 hectares d'hévéas, la première au nord, le second dans la région de Savannakhet, en amenant leur personnel. Le piratage des bois précieux est organisé par le Vietnam. L'électricité produite par la centrale de la Nam Theun (1 070 MW), construite avec l'aide de la France, est vendue à la Thaïlande pour payer des dettes

de guerre au Vietnam.

Débarrassé en 1989 de l'occupation vietnamienne qui l'avait libéré des Khmers Rouges en 1979, le Cambodge s'essaie au développement politique et économique sous l'égide de l'ONU et grâce à l'aide internationale. Des ponts, des routes, des aéroports, des télécommunications, des écoles sont financés par des pays donateurs. La concussion demeure. Le piratage des bois précieux et des rubis est organisé avec la Thaïlande. Le Mékong est menacé du fait des barrages construits en Chine et sur les affluents vietnamiens. Les familles dispersées par le génocide recherchent toujours des parents survivants.

Au Vietnam nul ne croit plus au communisme. Mais, pour

conserver leur pouvoir et leur niveau de vie, les cadres maintiennent leur emprise. Convaincus de la nécessité d'une ouverture économique qui leur attire une aide internationale importante, ils freinent cependant les mesures administratives qui faciliteraient les investissements privés. Libéralisation et raidissement alternent.

De grands travaux sont entrepris (autoroute, métro, tunnels, ponts, barrages, lignes électriques), des ressources pétrolières découvertes, l'agriculture développée parfois sans vue à long terme (surproduction de café). La surpopulation entraîne des déplacements d'office. Des heurts se produisent avec les minorités ethniques qui refusent d'être dépossédées de leurs terres



Temple du Souvenir au Bois de Vincennes.

II^E PARTIE L'INDOCHINE EN FRANCE

CHAPITRE I – LE SOUVENIR INDOCHINOIS

En 1914, pour affronter l'invasion allemande, la France fit appel à ses Colonies. De 1915 à 1916 cent mille Indochinois débarquèrent à Marseille ou à Salonique. Cinquante mille (1) constituèrent dix-neuf bataillons de tirailleurs, des compagnies de transport, des unités médicales. Cinquante mille furent affectés comme ouvriers aux manufactures d'armement du sud de la France.

Mille deux cents soldats tués sur le champ de bataille furent déclarés morts pour la France et inhumés dans les grands cimetières nationaux (2). Mais tous ceux qui mouraient de leurs blessures dans les hôpitaux de l'intérieur, ainsi que les ouvriers d'armement victimes d'accidents professionnels ou d'explosions de poudrerie, étaient enterrés sans cérémonie dans la commune voisine.

Cette situation peu respectueuse des rites funéraires émut plusieurs personnalités françaises et annamites (3), qui fondèrent le

27 décembre 1917 l'Association du Souvenir Indochinois, « œuvre des tombes et du culte funéraire des Indochinois morts pour la France ».

Une double tâche s'imposait : ériger à la mémoire des morts des monuments dignes d'eux et assurer dans toute la France le soin de leurs sépultures.

◊
◊ ◊

En lisière orientale du bois de Vincennes, face à Nogent sur Marne, le jardin d'essai d'agriculture coloniale avait abrité pendant la guerre un hôpital de campagne réservé aux Indochinois blessés. L'Association résolut de le consacrer au souvenir.

S'y dressait déjà un temple communal cochinchinois, construit à Thudaumot en 1905, offert à l'exposition coloniale de Marseille en 1906 puis à celle de Paris en 1907. Son état nécessitait de sérieuses réparations ; elles furent conduites avec célérité. Trois autels furent dressés dans la

nef centrale : au centre, l'autel impérial surmonté par le rescrit de Sa Majesté Khai Dinh ; de chaque côté, ceux dédiés aux mânes des tirailleurs tombés à l'ennemi et des travailleurs militaires morts en service. Des meubles annamites richement sculptés, des cloches de bronze, des panneaux votifs en bois laqué et incrusté, des garnitures d'autel en cuivre ciselé, des vases de céramique, des parasols, des étendards de pagode ornèrent les salles du temple. Un vaste portique fut élevé face au temple, une monumentale urne funéraire en bronze placée au centre de la cour.

À petite distance furent construites deux stèles. L'une de style bouddhique, dédiée à la mémoire des Cambodgiens et des Laotiens, l'autre consacrée au souvenir des Indochinois chrétiens.

L'inauguration de ce « Jardin du Souvenir », le 9 juin 1920, donna lieu à une grandiose cérémonie franco-annamite, civile et mili-

taire, présidée par le Ministre Albert Sarraut, ancien Gouverneur Général de l'Indochine, et par le Maréchal Joffre, ancien Capitaine au Tonkin. Confirmation de son importance fut manifestée par la venue de l'Empereur d'Annam, SM Khai Dinh, le 26 juin 1922.

De cette époque date la tradition des pèlerinages du Souvenir Indochinois au bois de Vincennes le 2 novembre, jour consacré par la loi du 2 octobre 1919 à l'hommage aux morts de la guerre.

Pendant la nuit de Pâques 1984, le 21 avril, des cambrioleurs se sont introduits dans le temple, ont emporté tous les meubles et objets d'art et incendié l'édifice. En 1988 le Ministère de la Culture a refusé de le reconstruire. En 1990 l'ANAI a lancé une souscription nationale qui a permis de bâtir un temple plus petit (4), que l'Empereur Bao Dai est venu inaugurer le 4 avril 1992.

Dans la nuit du 31 décembre 1999, profitant de la tornade qui avait abattu de nombreux arbres du jardin et rendu la surveillance difficile, des cambrioleurs ont emporté les grilles du parvis du temple. Portant plainte aussitôt, l'ANAI a pu récupérer presque toutes ces grilles.

Ces atteintes au patrimoine national n'ont jamais affaibli le moral de l'Association. Métropolitains et Indochinois sont toujours fidèles au pèlerinage du 2 novembre. Du fait de l'âge, les Métropolitains sont moins nombreux. Mais les Indochinois prennent la relève car leurs associations de réfugiés sont conscientes de cette possibilité d'exprimer leur double patriotisme.

◊
◊ ◊

Dès la fin de la guerre l'Association a recensé les tombes des Indochinois morts dans les hôpitaux et les usines d'armement.

Deux mille huit cents sépultures furent identifiées. Un regroupement par région a été organisé. Les cimetières d'Angoulême, Bassens, Blagnac, Bordeaux, Castres, Castelsarrazin, Caudéran, Fréjus, Pamiers, Pau, Port Vendres (Caspron), Salies du Salat, Sendets, Toulouse, Vannes, ainsi que de Zagreb (Croatie), réunissent mille tombes individuelles. Les autres morts sont groupés autour des mausolées de Nogent sur Marne, Aix en Provence, Marseille, Montpellier, Tarbes, Bergerac. Un mémorial domine le cimetière de Compiègne. Une statue du « Soldat annamite victorieux » (5) a été édifée au principal cimetière de Toulouse.

À Nogent sur Marne, où reposent les deux cent vingt morts des hôpitaux de la région parisienne, un glissement de terrain a menacé l'équilibre du mausolée,

qui a dû être reconstruit par la Municipalité en 2003.

À cette occasion, d'anciens officiers de l'armée nationale vietnamienne (6) ont érigé à proximité un mémorial de leur armée.

Le 13 mars 1981, l'Association du Souvenir Indochinois a décidé de se dissoudre et de confier ses missions à l'ANAI.

(1) Dont le Colonel Do Huu Chanh, les Capitaines Do Huu Vi, Do Huu Phuong, Cao Van Thanh, Pham Cong Binh.

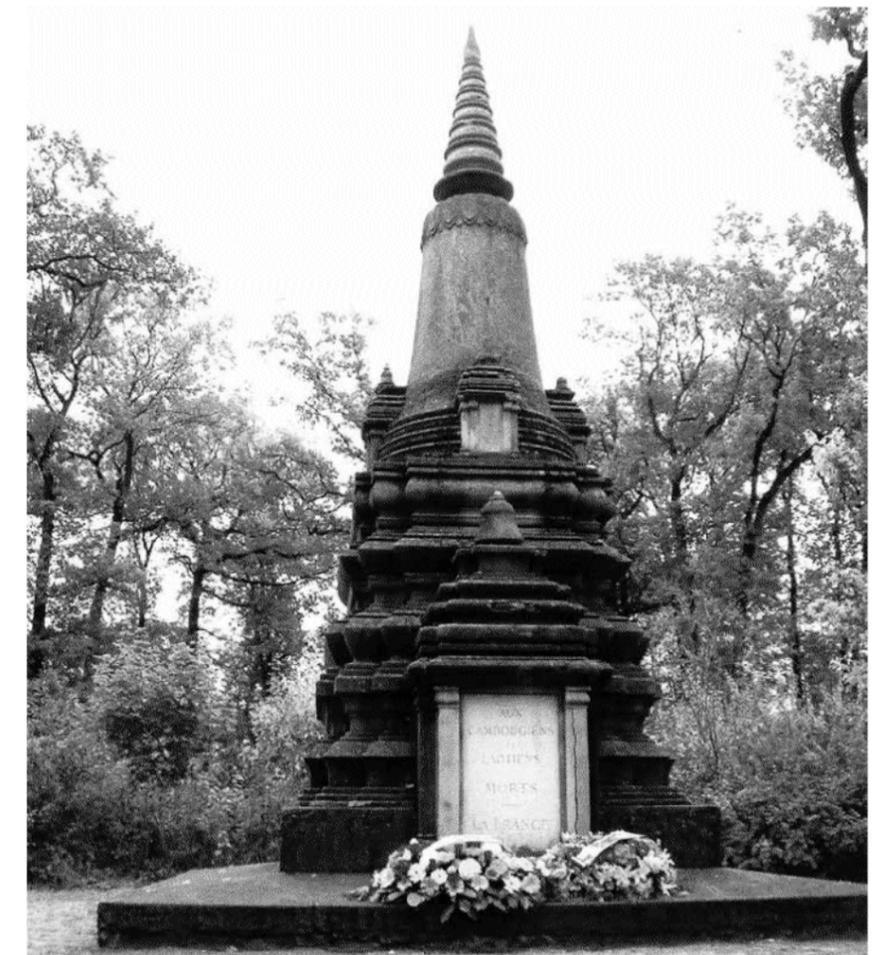
(2) Parfois de manière erronée, tels les vingt-cinq Annamites enterrés à Verdun sous des stèles musulmanes

(3) Dont MM. André Salles, inspecteur des colonies, Durwell, président de la cour d'appel de Saïgon, Henri Gourdon directeur général de l'instruction publique de l'Indochine.

(4) Le maître d'œuvre de cette résurrection fut Marie Lê Quan, arrière petite fille de l'architecte Lê Quan Quân, qui avait construit le temple initial à Thudaumot.

(5) Sculpteur Charles Breton.

(6) Colonel Trần đình Vy, Médecin-Colonel Hoang Co Lan.



Stupa du Bois de Vincennes.



Temple du Souvenir au Bois de Vincennes.

CHAPITRE II – L'ANAI

L'ANAI (« Association Nationale des Anciens d'Indochine, anciens combattants et victimes de guerre ») est née le 21 novembre 1964 de la fusion de deux associations de 1947 : l'AMACI (« Association Métropolitaine des Anciens Combattants et Victimes de Guerre d'Indochine ») et l'Association Amicale de Prévoyance des Anciens d'Indochine. Elle a absorbé, le 14 mars 1981, l'Association du Souvenir Indochinois.

Le 3 avril 1993 elle a pris le nom d'« Association Nationale des Anciens et Amis de l'Indochine et du Souvenir Indochinois » pour manifester sa fidélité et son ouverture.

Le rôle de l'ANAI dans l'accueil des réfugiés d'Indochine à partir de 1975 a été déterminant.

C'est elle qui a obtenu du Président de la République l'institution du Comité National d'Entraide pour les Réfugiés d'Indochine (7), chargé d'harmoniser l'action des organisations humanitaires (Croix Rouge, Secours Catholique, Cimade, France Terre d'Asile, Service Social d'Aide aux Émigrants) pendant les six mois d'hébergement officiel, à la suite desquels elle prolongeait souvent le suivi des intéressés.

Après la fermeture du CNE (1993) l'ANAI a repris ses missions d'assistance-conseil et d'intervention. Elle a fait régulariser une dizaine de Cambodgiens retrouvés par leur famille devenue française, ainsi qu'une Vietnamiennne vendue en Chine par les autorités.

Dans le même esprit elle a parainé les œuvres de protection de l'enfance eurasiennne (FOEFI (8)

pour le Viêt Nam, Gravelle pour le Cambodge, Enfants du Mékong pour le Laos), ainsi que l'installation des réfugiés hmongs en Guyane (villages de Cacao et de Mana-Javouhey).

En 1990 elle a fondé une œuvre d'assistance aux enfants indochinois malheureux, l'ANAI-Parrainage. Toutes les Sections départementales s'y impliquèrent avec enthousiasme, certaines créant ou soutenant en outre d'autres œuvres en Indochine.

Lorsque les autorités communistes ont expulsé les morts français, civils et militaires, des cimetières du Viêt Nam, elle a guidé les familles et organisé certains rapatriements de cercueils (1983-1986).

L'ANAI s'est souciée des pensions de retraite et d'invalidité

des anciens militaires indochinois de l'Armée française. En 1983 elle a obtenu du Ministre du Budget la création d'une allocation remplaçant la pension (9) que l'Armée vietnamienne aurait dû régler à ceux que l'Armée française lui avait transférés. Elle a fait prendre en compte les services supplétifs antérieurs aux contrats d'engagement. Elle a fait supprimer par les lois de finances pour 1996 et 1997 la forclusion opposée aux demandes postérieures à 1956.

Le Comité National d'Entente des Anciens d'Indochine ayant obtenu la décristallisation des pensions, partielle en 2002, totale en 2007, l'ANAI a recherché les bénéficiaires potentiels et leur a adressé, en langue vietnamienne, l'information et le modèle de demande à présenter.

L'exode de plusieurs millions d'Indochinois fuyant le régime communiste pouvait donner à réfléchir aux Français. Dès 1986 l'ANAI organisa une campagne pédagogique de longue durée : expositions itinérantes dans toute la France, films, conférences, sur l'Indochine, la guerre, les réfugiés. Parallèlement, elle a soutenu l'action de l'ANAPI (10), notamment auprès des déportés du nazisme, pour obtenir la loi sur les prisonniers (1989).

Des offensives ponctuelles furent déclenchées contre le projet de célébration en France du centenaire de Hô Chi Minh (1988-1990), contre le professeur Georges Boudarel, ancien commissaire politique de camp de concentration viêt minh (1991), contre l'attribution, par l'Académie Française, du Grand Prix de la Francophonie à l'écrivain Nguyễn Khắc Viện (1992), contre la commémoration du 20 juillet 1954 (depuis 1988).

Cette politique de pédagogie offensive atteignit ses buts. Les anciens combattants, les anciens

prisonniers se sentirent réconfortés, les sympathisants encouragés, les adversaires isolés. L'opinion publique sortit de l'ignorance.

Toutes les actions du siège parisien eurent leur répercussion en province. De nombreuses sections départementales accrurent leurs effectifs, élargirent leur rayonnement, organisèrent des cérémonies avec participation active du public, provoquèrent le

baptême de lieux-dits, construisirent des monuments aux morts d'Indochine après plusieurs années de recherche des noms à inscrire.

Le Bulletin de l'ANAI (trente-six pages chaque trimestre), à la fois historique et social, et le Site internet, organe de communication, jouèrent leur rôle dans cette expansion.

Une dizaine de chercheurs, historiens, cinéastes, vinrent



Monument du cimetière de Nogent-sur-Mame.

consulter l'ANAI chaque année, soit sur des points de détail soit sur l'ambiance générale.

Le gouvernement en tira les conclusions. En 2004 le Président de la République institua la journée nationale du 8 juin consacrée au souvenir des morts pour la France en Indochine (11). En 2007, avec le concours de l'ANAI, le Ministère réalisa dix-neuf panneaux d'exposition sur la guerre d'Indochine, qu'il mit en place auprès de chaque département.

En 2009, avec le concours de l'ANAI, il restaura la salle pédagogique de la nécropole de Fréjus

Le 27 septembre 2012, l'ANAI a décidé d'alléger ses structures: fermeture du siège national (mais maintien du site internet), transformation des sections en associations départementales.

(7) Présidents successifs: Ministres Sainteny et Beucler, Député Belorgey, Préfet Barbier, Général Simon.

(8) Fédération des Œuvres de l'Enfance Française en Indochine.

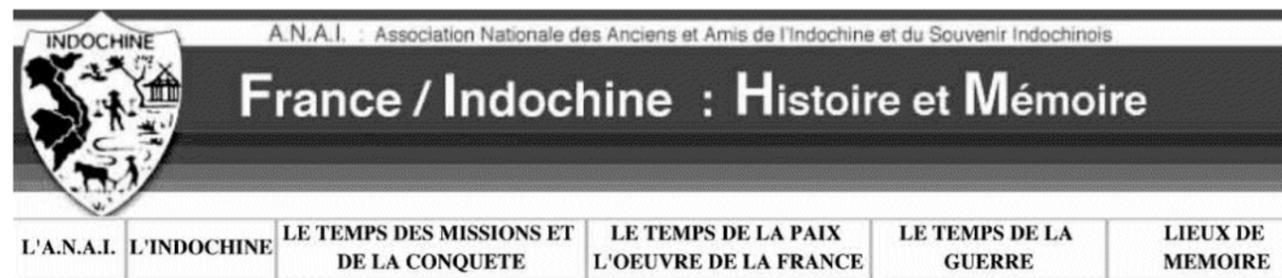
(9) Pour les services accomplis dans l'Armée Française.

(10) Association Nationale des Anciens Prisonniers et Internés d'Indochine.

(11) - Décision prise en Haut Conseil de la Mémoire Combattante le 10 novembre 2004, avec le soutien de l'Union Nationale des Combattants et du Comité National d'Entente des Anciens d'Indochine.

- Décret du 26 mai 2005.

<http://www.anai-asso.org>



Le site de l'ANAI reste en service. Il vient d'intégrer la collection complète des bulletins de l'ANAI depuis les origines jusqu'à celui-ci. Du fait de l'importance de ces éléments (plus de 1,2 giga-octets), le temps de chargement du site peut être assez long.

DVD



La collection complète des bulletins de l'ANAI depuis les origines jusqu'à celui-ci vient d'être éditée en DVD. Pour 15 euros (port compris) elle est disponible au siège jusqu'au 20 décembre 2012.

Ce DVD se lance automatiquement, mais vu l'importance des textes enregistrés, il faut un certain temps avant le début de la lecture.

HISTOIRE DU BULLETIN DE L'ANAI

par Marie LÊ QUAN, Rédactrice en Chef



Fondé en 1973 par la Présidente Hélène BASTID, épouse d'un ingénieur du Transindochinois et mère d'un assistant de plantation tué par le Viêt Minh, le Bulletin avait pour but de réunir les anciens d'Indochine civils et militaires autour de leurs souvenirs communs. D'où l'importance des récits de l'occupation japonaise.

La fusion de l'ANAI en 1981 avec l'association du Souvenir Indochinois définit une seconde orientation: la mémoire des Indochinois morts pour la France en Métropole et en Extrême-Orient.

Une troisième ouverture correspondit à l'accueil des réfugiés d'Indochine. Ayant obtenu du Président de la République en 1975 l'institution du Comité National d'Entraide pour ces réfugiés, l'ANAI lui ouvrit les pages du Bulletin.

À partir de 1995 la nécessité d'une action pédagogique sur les autorités et sur l'opinion publique orienta le Bulletin vers la recherche et la publication de textes antérieurs à 1930. Ces travaux montrèrent que l'évolution de la mentalité des Indochinois instruits dans les deux cultures avait été bien comprise des cadres supérieurs de la Colonie, mais que le Gouvernement parisien se montrait rétif à toute réforme.

Menées avec passion par des Français, des Vietnamiens, des Cambodgiens, des Laotiens, ces trente années d'études et de publications ont fait du Bulletin de l'ANAI l'acteur du patriotisme et le défenseur des valeurs spirituelles chrétiennes, bouddhistes et confucéennes.

Merci à vous de nous avoir accompagnés.

